

ALERTE

Pays de la Loire

« Législatives 2017, le collectif Alerte appelle les candidats à s'engager pour une société bienveillante, fraternelle et solidaire »

Réponse de : Samia SOULTANI-VIGNERON
Candidate 1^{ère} circonscription Mayenne,
Les Républicains

“

Madame, Monsieur,

Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier de m'avoir interpellée sur la question si importante qu'est la précarité. Je profite de cet échange pour remercier, à travers vous, tous les bénévoles qui œuvrent au quotidien auprès des associations d'aide aux plus démunis.

Qu'observez-vous de spécifique sur votre circonscription en matière de situation de vie des personnes en précarité ?

Je le vois au quotidien.

Notre territoire connaît selon moi trois situations marquantes, en matière de situation de vie des personnes en précarité.

Tout d'abord, l'agglomération lavalloise connaît une situation de précarité plus importante que sur le reste du département. Un peu plus de 7% des personnes y résidant bénéficient de la couverture maladie universelle, soit près de deux fois plus que dans le reste du département.

En tant que Vice-présidente à Laval-agglomération depuis 2014, je suis en charge de l'insertion et de la cohésion sociale. Je suis en particulier, les chantiers d'avenir pour l'insertion des jeunes et le Programme de Rénovation Urbaine dans l'un des quartiers prioritaires les plus pauvres de la région des Pays de la Loire. La situation se dégrade d'année en année dans nos quartiers populaires et les élus locaux dont je fais partie, se battent aux côtés des associations avec trop peu de moyens pour espérer rendre à chacun sa dignité notamment par l'accès à un emploi et un logement.

Mais cependant, le reste du territoire n'est pas épargné, et je pense notamment aux seniors. Un chiffre m'inquiète tout particulièrement : le revenu médian déclaré par les ménages de plus de 75 ans est inférieur de 11% au revenu médian régional. Cela s'explique notamment par le nombre important d'agriculteurs retraités qui disposent de faibles pensions.

Et puis enfin, la question du handicap est posée : je rencontre très régulièrement des Mayennais, en situation de handicap, qui me relatent leurs difficultés à boucler leur budget, tant pour aménager leur maison que pour vivre, tout simplement.

Ces constats, parmi d'autres, démontrent bien l'importance de votre action et l'exigence qu'il faut avoir vis à vis des parlementaires.

Considérez-vous la lutte contre la pauvreté comme une politique prioritaire de la prochaine mandature parlementaire ?

Pour toutes les raisons que j'ai citées précédemment, je pense en effet qu'il faut s'emparer réellement de ce problème. Cela fait plus de dix ans que la question de la précarité aurait dû être consacrée Grande Cause Nationale. C'est symbolique du silence qui règne sur ces questions. Et pourtant, au-delà de la question de la pauvreté, ce sont des valeurs qui sont remises en cause si l'on ne fait rien.

Celle du travail, car que répondre à un agriculteur qui se lève tous les matins à 6 heures et qui touche péniblement 400 euros par mois ?

ALERTE

Pays de la Loire

Réponse à l'interpellation du collectif ALERTE des Pays de la Loire des candidats aux élections législatives 2017

Celle de la citoyenneté, car que répondre à une personne en situation de handicap qui ne se sent pas entendue par les pouvoirs publics ?

Celle de la solidarité, car que répondre à un étudiant qui suit ses cours dans la journée et travaille de nuit pour pouvoir se loger, se nourrir et financer ses études ?

Celle de l'égalité, car que répondre à une personne en situation de handicap qui ne peut pas avoir accès à la culture, au sport et parfois même aux services les plus basiques ?

Notre pays a le devoir de mener une politique d'inclusion bien plus volontariste et plus ambitieuse.

En tant que candidat aux élections législatives et futur parlementaire, soutiendrez-vous un projet ou une proposition de loi de programmation financière sur 5 ans, pour mettre en œuvre un plan ambitieux de lutte contre la pauvreté ?

Oui, en fonction bien entendu du contenu de ce projet ou de cette proposition de loi, car je ne crois pas aux mesures gadgets ou cosmétiques. Je pense que ce projet ou cette proposition de loi doit être travaillé avec tous les acteurs qui sont sur le terrain au quotidien. Je m'engage à échanger avec votre collectif pour cette proposition de loi.

Etes-vous favorable aux propositions élaborées par le collectif ALERTE ?

- **Une politique ambitieuse de formation professionnelle et d'alternance (initiale et continue tout au long de la vie)**
- **Des investissements sociaux massifs dans la lutte contre l'isolement, pour la petite enfance, et dans le soutien à la parentalité**
- **Une politique du logement qui permette de sortir des logiques d'hébergement, de lutter contre la précarité énergétique, de mieux utiliser le parc privé et de garantir l'accès au logement y compris pour les personnes les plus modestes**
- **Une politique de santé accessible à tous sur tous les territoires urbains et ruraux**

Bien entendu. Toutes ces propositions sont en réalité des propositions de bon sens. C'est d'ailleurs la mesure dont je suis la plus fière depuis que nous avons gagné les élections régionales (étant Vice-Présidente du Conseil Régional depuis 2015) : celui de miser sur la formation professionnelle et l'alternance des jeunes. Il faut pour cela donner plus de liberté aux entreprises, en supprimant les normes et les réglementations parfois absurdes imposées.

La question de la santé est aussi une priorité que je compte mener durant mon mandat. Depuis dix ans, les parlementaires ont vu les cabinets médicaux fermer, les familles se compliquer tous les jours un peu plus la vie à chercher des professionnels de santé, sans rien faire. Le territoire que je connais bien est particulièrement touché par cela, et cela doit être une priorité absolue. Il y a urgence.

Souhaitez-vous échanger avec un membre du collectif ALERTE de la région ?

Bien entendu. Je souhaite porter une nouvelle façon de faire de la politique, en partant de la base pour faire remonter des propositions de bon sens. Donc, j'accepte avec plaisir d'échanger avec un membre du collectif et m'engage à

”

organiser une rencontre tous les ans de mon mandat afin de travailler concrètement avec vous.